

l'Anticapitaliste

n°597 | 6 janvier 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

EN 2022, CONTRE MACRON ET TOUS LES RÉACTIONNAIRES



ANTICAPITALISTES DANS LA RUE ET DANS LES URNES!

Dossier

**#POUTOU2022:
NOS VIES VALENT PLUS
QUE LEURS PROFITS**

Pages 6 et 7

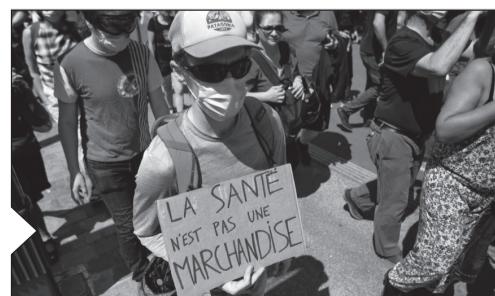
ÉDITO

En 2022, anticapitalistes dans la rue et dans les urnes! Page 2

PREMIER PLAN

Face à la vague Omicron: Macron parie, augmente les contraintes... et croise les doigts

Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Cameroun. L'urgence du changement Page 5

LIBRE EXPRESSION

«Philippe Poutou a besoin de 500 signatures de maires, et on a besoin de vous», par Emma, autrice Page 12



Par JULIEN SALINGUE

En 2022, anticapitalistes dans la rue et dans les urnes!

Si nous ne céderons pas cette année davantage que les précédentes au rituel des vœux solennels, rien ne nous empêche de nous souhaiter, collectivement, que 2022 soit une année meilleure que 2021. Et si, au regard de l'année écoulée, certains pensent qu'il sera difficile de faire pire, le moins que l'on puisse dire est que 2022 ne commence pas sous les meilleurs auspices.

«Les semaines à venir seront difficiles», a ainsi annoncé Macron lors de son allocution du 31 décembre, ce dont nous ne doutons malheureusement pas au regard de l'évolution de la crise du covid et de sa gestion catastrophique. Plus de deux ans après l'apparition de la pandémie, le gouvernement refuse toujours de développer une quelconque politique sanitaire, démontrant une fois de plus que, pour ces gens, nos vies ne valent pas grand-chose.

Obsédée par le pouvoir et par la sauvegarde à tout prix du système capitaliste, la Macronie verse toujours davantage dans l'autoritarisme, la morgue et le mépris pour les classes populaires. Et ce ne sont pas les réactionnaires et les fachos qui lorgnent sur le poste de Macron en cette année électorale, donnant le ton du débat public, qui sont là pour nous rassurer.

Dans un tel contexte, le moins que l'on puisse dire est que le piteux spectacle de la-gauche-unie-qui-n'arrive-pas-à-s'unir ne fait même pas sourire, et que l'on peut se sentir parfois un peu seuls lorsque l'on revendique un changement radical, indispensable pour éviter la catastrophe, qu'elle soit sanitaire, sociale ou climatique – ces trois dimensions étant intimement liées.

Ce que l'on peut souhaiter pour 2022, c'est donc que celles et ceux qui s'alarment sincèrement de la fuite en avant mortifère du capitalisme et de ses gestionnaires se sentent moins isolés. Ce qui passe par un développement des solidarités, des luttes, des structures collectives, indispensables pour faire face et pour reprendre confiance, comme l'ont montré par exemple les récentes mobilisations pour les salaires ou contre les violences patriarcales.

Se sentir moins seul, c'est aussi refuser l'injonction à laisser les gens «responsables» faire de la politique, et donc faire de la politique nous-mêmes, ensemble, avec une radicalité décomplexée. Il est temps de prendre nos affaires en main et de se débarrasser de tous les parasites, qu'ils soient actionnaires ou politiciens professionnels. C'est tout cela que nous entendons faire dans les semaines et les mois qui viennent, dans la rue bien sûr, mais aussi dans le cadre habituellement feutré de la campagne présidentielle, avec la candidature de Philippe Poutou.

BIEN DIT

Jean-Michel Blanquer il avait toutes les vacances pour envoyer son protocole et il l'envoie la veille de la rentrée je faisais pareil avec mes devoirs de maths sauf que j'étais au collège et que j'étais pas ministre.

@NIKISHEY, Twitter, 2 janvier 2022.

À la Une

L'urgence de l'émergence d'une gauche anticapitaliste et révolutionnaire

Dans la nuit du 3 au 4 janvier, c'était la débandade au Palais Bourbon : le gouvernement souhaitait faire passer en force le pass vaccinal lors d'un débat nocturne... mais les députés LREM n'étaient pas assez nombreux dans l'hémicycle pour l'imposer. Un épisode symptomatique d'un pouvoir fragilisé politiquement qui souhaite mener sa politique au forceps.

A lors que règne cette cacophonie, les hôpitaux sont débordés, entraînant des décès, liés ou non au covid, tandis que le «forfait urgences» va réduire l'accès aux soins des classes populaires (lire page 9). Les écoles sont impactées par la généralisation du variant Omicron, avec un nombre incalculable de classes fermées (dans la Sarthe, par exemple, 7,7% des personnels du premier degré étaient touchés le 4 janvier, avec 104 non remplacés sur 757 écoles), démontrant la pénurie de moyens et de personnels de remplacement. Des difficultés qui pourraient rapidement s'étendre à d'autres services publics. Et ce sont les classes populaires qui paient tant les mesures autoritaires que la pénurie.

Services publics décomposés et augmentation des prix en perspective

Les difficultés du monde du travail se ressentent aussi sur la question salariale. Des mobilisations ou négociations ont eu lieu dans les entreprises et ont parfois abouti à des augmentations de salaires. À la SNCF, dans l'hôtellerie¹, pour les sages-femmes, à Leroy Merlin (65 euros pour tous, soit 3,9% d'augmentation, après 10 jours de grève), chez STMicroelectronics, chez Cora, Transdev, dans des cliniques privées...

Mais globalement les augmentations des prix sont subies. Le SNUipp-FSU dénonce ainsi une inflation de 6% entre 2017 et 2021, qui n'a pas du tout été répercutee sur les salaires, le syndicat revendiquant une augmentation de 300 euros net.

Pour l'INSEE, l'inflation s'est établie à 2,8% en 2021, des économistes

prévenant d'une «inflation robuste» et avertissant : «La répercussion des hausses de prix au consommateur est plus devant nous que derrière nous»². Ikea augmente ainsi, fait symptomatique, ses prix de 9% en moyenne..

Le 27 septembre, un objectif capital

La réponse du mouvement ouvrier est la grève du 27 janvier appelée par la CGT, FO, la FSU, Solidaires, la Fidl, le MNL, l'Unef et l'UNL, pour les salaires et pour l'emploi. Une réponse limitée, mais qui peut être un encouragement pour les mobilisations actuelles sur les salaires et contre les suppressions de postes. Nous devons tout faire pour que cette journée contribue à bousculer le calendrier politique actuel et en particulier l'élection présidentielle. Il s'agit en effet de faire le lien entre les mobilisations, la construction des grèves, dans les quartiers populaires, dans les entreprises et dans la jeunesse, et la campagne électorale qui ne peut apporter de solution à

la crise du système. Le NPA avance ainsi dans cette situation la nécessité de partager le temps de travail pour supprimer le chômage et réorganiser la production démocratiquement et en fonction des besoins réels, un million d'embauches dans les services publics, à commencer par l'éducation et la santé, et aussi l'exigence d'augmenter les salaires de 400 euros pour un revenu minimum de 1800 euros net.

Une gauche sans perspective

Ces dernières semaines, les réactions de la gauche politique à la situation dramatique que nous vivons ont été en-dessous de tout : à l'opposé de tirer les bilans des participations gouvernementales, loin d'en appeler à l'unité d'action contre Macron, la droite et l'extrême droite, le PS et Christiane Taubira en appellent à une unité pour tenter de revenir aux affaires...

Le PCF et La France insoumise, de leur côté, se sont fait l'écho de la polémique nationaliste autour de la présence du drapeau européen



sous l'Arc de Triomphe. Jean-Luc Mélenchon déclarant être choqué et rappelant que, depuis Sarkozy, «il y a quand même un décret qui interdit de pavoyer sans les couleurs nationales».

Une gauche anticapitaliste et unitaire est nécessaire

Le chaos à gauche ne sera pas résolu par ces différentes organisations dont la préoccupation est avant tout de conserver leurs appareils. Que ce soit pour le PS (avec ses deux candidates potentielles...), le PCF, la FI ou les Verts, l'objectif est d'obtenir un score à la présidentielle permettant d'assurer la conservation de son organisation et de maintenir un nombre de députés conséquent. Là où les enjeux de la période sont de reconstruire une gauche de combat, capable de répondre à la catastrophe écologique et sanitaire, de reconstruire un rapport de forces et les luttes du monde du travail, de donner confiance, nous avons, plus que jamais, besoin d'un courant indépendant des institutions. C'est tout l'enjeu de la campagne de Philippe Poutou. Plus notre campagne aura de l'écho et plus notre score sera élevé, plus nous serons en position de peser pour qu'existe une alternative, basée sur la construction des luttes, indépendante des institutions, pour renverser le capitalisme. Une tâche essentielle, qui passe dans l'immédiat par la recherche et l'obtention des parrainages administratifs, qui permettront l'existence effective de cette candidature.

Antoine Larrache

1 – Voir par exemple Laurence Girard, «Hôtellerie-restauration : accord pour une revalorisation moyenne des salaires de 16% en 2022», lemonde.fr, 21 décembre 2021.

2 – Béatrice Madeline, «L'espoir d'une inflation ponctuelle s'éloigne», lemonde.fr, 4 janvier 2022.

FACE À LA VAGUE OMICRON Macron parie, augmente les contraintes... et croise les doigts

Une nouvelle fois, après avoir minimisé le danger, l'exécutif français a été brutalement confronté à la réalité. Dans ses «vœux», Macron a dû l'admettre : «Les semaines à venir seront difficiles. Levinus circule et circulera encore plus».

Accroître encore la contrainte au lieu de convaincre

Les mesures prises contrastent pourtant avec cette dramatisation. Le pouvoir fait une nouvelle fois appel à la seule méthode qu'il connaisse : l'injonction et la sanction.

Le gouvernement s'en tient à sa ligne de conduite depuis l'été : faire peser principalement le poids des

contraintes sur les non-vaccinés, en asphyxiant leur vie sociale, voire en les privant d'emploi et de salaire. Un projet de loi soumis en hâte au Parlement, début janvier, veut transformer le pass sanitaire en pass vaccinal, uniquement accessible à ceux qui auront eu trois injections. Les délais entre les vaccinations sont rapprochés. S'y ajoutent des mesures

visant à réduire la circulation du virus : extension du télétravail à trois voire quatre jours, limitation des grands rassemblements, règles plus strictes dans les transports, les cafés. Le premier impératif du pouvoir reste la poursuite sans entrave de l'activité économique sans «casser la reprise»... et la machine à profits. Aussi, paradoxalement, tous

les dispositifs cherchant à bloquer les chaînes de contamination (isolement des personnes contaminées, précautions renforcées vis-à-vis des cas contacts) sont allégés. C'est la même «logique» qui guide, dans l'improvisation permanente, une politique de plus en plus illisible dans le système scolaire : pas de recul de la rentrée, limitation au maximum

Un monde à changer

RUSSIE: DISSOLUTION DE L'ONG MEMORIAL
Le 28 décembre, les autorités russes ont dissous l'ONG historique Memorial. Nous reproduisons le communiqué d'Amnesty International publié à cette occasion.

En liquidant l'ONG Memorial et son Centre de défense de droits humains, les autorités russes poursuivent leur inlassable répression de la société civile.

Fondée en 1989, notamment par le prix Nobel Andreï Sakharov, Memorial International était l'une des organisations de la société civile les plus respectées de Russie. Quant au Centre de défense des droits humains de Memorial, il avait été fondé en 1991. Le cœur de mission de Memorial était de préserver la mémoire des victimes des violations des droits humains durant la période soviétique.

L'ONG a travaillé pour documenter la répression politique et les atrocités perpétrées

sous le régime de Joseph Staline et d'autres dirigeants soviétiques. Memorial a compilé la plus grande base de données sur les victimes de persécutions politiques de cette époque. Les procureurs ont affirmé que Memorial avait violé à plusieurs reprises la loi sur les «agents de l'étranger». Concrètement, cette loi oblige toute organisation russe bénéficiant de financements en provenance de l'étranger et qui ont des activités pouvant être considérées comme politiques, d'inscrire sur ses publications la mention «agent de l'étranger». Memorial avait été portée au registre des agents de l'étranger en 2016 et est ainsi accusée d'avoir omis régulièrement d'indiquer cette mention dans ses publications. En Russie, cette loi est en réalité utilisée comme une arme pour réduire au silence les critiques du Kremlin ainsi que les voix indépendantes. L'utilisation par les autorités de la loi sur les

«agents de l'étranger» pour dissoudre une organisation comme Memorial est une attaque flagrante contre la société civile.

De nombreux journalistes ont été classés «agents de l'étranger» et ainsi empêchés d'exercer leur travail en toute liberté. Memorial est aussi accusée de «glorifier le terrorisme et l'extrémisme». Ces fausses accusations sont un prétexte utilisé par les autorités russes pour faire taire toute voix dissidente.

Nous appelons à ce que ces décisions soient annulées dans les plus brefs délais. La Cour européenne des droits de l'homme a déjà demandé à Moscou de suspendre la décision de dissoudre Memorial.

En Russie, les libertés ne cessent de reculer. En fermant Memorial et son organisation sœur, les autorités montrent leur détermination à mettre fin au travail de défense des droits humains en Russie. Plus que jamais, nous continuerons d'alerter sur la situation des droits humains en Russie et de soutenir celles et ceux qui défendent les libertés.

Le chiffre 0,5 %

Selon les chiffres de l'OCDE, vacciner toute la planète coûterait 50 milliards de dollars. Soit 0,5 % des 10 000 milliards de dollars que les pays développés du G20 ont dépensés pour protéger leur économie dans le cadre de la crise sanitaire.

Agenda

Samedi 8 janvier, manifestation pour les 3 militantes kurdes assassinées, Paris. À 12 h, Gare du Nord (RER), rue du Faubourg Saint-Denis, Paris 10^e.

Dimanche 9 janvier, manifestation en hommage à Cédric Chouviat, Paris. À 14 h, départ place de l'Uruguay (Paris 16^e) au Quai Branly (Paris 7^e).

Mardi 11 janvier, journée de grève et de mobilisation dans la santé.

Jeudi 27 janvier, journée de grève et de mobilisation sur les salaires.

**À SUIVRE SUR
*lanticapitaliste.org***
nouveau *lanticapitaliste.org*

NO COMMENT

À l'occasion de la Nativité, le Pape François fait des siennes. [...] Il vient d'inviter, au beau milieu de ses palais et de ses trésors, de ses ors et de sa pourpre, de sa magnificence et de son faste, à se faire le militant de l'islamo-gauchisme en privilégiant le migrant. Ce nouveau catéchisme souscrit au changement de peuple auquel invite le wokisme. On ne sait si François y contribue en idiot utile ou en jésuite avisé. J'ai la faiblesse de croire qu'il sait ce qu'il fait.

MICHEL ONFRAY, frontpopulaire.fr,
26 décembre 2021.

Depuis plusieurs mois, le PDG d'Arkéma, Thierry Le Hénaff, fait la tournée des médias financiers et patroiaux pour se vanter de l'insolente croissance des bénéfices : «records» en 2020, puis «historiques», en 2021 avec 1,7 milliard d'euros. La première mesure de la direction aura été de dépenser 300 millions en rachat d'actions pour en faire monter le cours en bourse et enrichir les actionnaires. La deuxième mesure pour fêter ça a été de dilapider 5 millions d'euros dans le changement de logo.

13 sites en grève

Pour les négociations salariales annuelles obligatoires (NAO), les salariéEs s'attendaient à toucher de bonnes miettes de ce gâteau. Surtout que tout le monde paie déjà la montée de l'inflation à 3% (hors logement, énergie...). Alors quand la direction annonce 1,7% d'augmentation avec un minimum de 50 euros, chacun mesure le mépris et l'arrogance de cette clique pour ceux qui produisent toutes ces richesses. Dès le 9 décembre, la totalité des 13 sites en France se met en grève. La grève prend dans tous les secteurs et même dans l'encadrement et la recherche. La mobilisation des travailleurEs est «historique» elle aussi pour obtenir une augmentation minimum de 100 euros pour tous. Et durant 12 jours la lutte se construit et se renforce. Jour après jour dans le froid, les assemblées générales reconduisent la grève sur tous les sites. On tient les piquets en musique, on construit des cabanes de palettes comme les Gilets jaunes

SALAIRES Grève d'Arkéma: la solidarité des travailleurEs contre le mépris

En décembre, 12 jours de grève des salariés d'Arkema (chimie) ont permis d'obtenir l'augmentation des salaires de 70 euros minimum pour les salaires les plus bas et 2,3 % d'augmentation au-delà. 12 jours qui ont construit la solidarité entre les services, les ateliers et les 13 sites en France. 12 jours pour faire râver son mépris et son arrogance à la direction. Une victoire qui prépare les luttes à venir face à l'inflation.



sur les ronds-points, et parfois on bloque le site. Une coordination des différents sites se met en place sur les réseaux sociaux. Partout on discute, les vieilles tensions entre secteurs s'apaisent et on se redécouvre. On retisse la solidarité entre travailleurEs et on se prépare à tenir dans la durée pour faire plier le patron.

Le prix du mépris

Au bout de 12 jours, la direction est contrainte de revoir sa copie.

Elle propose une hausse de 2,3% des salaires avec un minimum de 70 euros et un déplafonnement de l'ancienneté de 21 à 22 ans et quelques euros de plus sur des primes. Le compte n'y est pas tout à fait, mais touTEs les salariéEs voient cette belle victoire. Pour les plus bas salaires, l'augmentation est supérieure à l'inflation officielle. Et pour les plus anciens, qui sont nombreux dans les effectifs, c'est presque les 100 euros qui sont obtenus. Le mépris de la direction lui

aura coûté 91 millions d'euros. Le prix du mépris. Ce gaspillage de temps et d'argent laisse un goût amer.

Au 13^e jour, les grévistes réunis en AG choisissent majoritairement de mettre fin au mouvement victorieux. La direction a accepté la clause de revoyure tacite dans les prochains mois, si l'inflation dépassait les 3%. Depuis plusieurs semaines, un peu partout en France, les salariés se mettent en grève pour des augmentations de salaire et gagnent des batailles (Leroy Merlin, Dassault...), même si le compte n'y est pas. Alors que les prix continuent de monter, les salariés de nouveaux secteurs se mobilisent, comme en ce moment dans les hypermarchés. Et pour d'autres, les NAO sont prévues dans les prochaines semaines, comme dans la Pharma et la Santé.

Si par l'inflation, les actionnaires,

les spéculateurs, les riches de toute sorte réussissent à nous reprendre

ce que nous leur avons arraché, la

solidarité construite durant cette grève sera notre meilleure arme

pour les luttes qui s'annoncent.

CorrespondantEs



et de décès. Il s'appuie sur l'observation de la situation des pays frappés par Omicron avant la France, l'Afrique du Sud. Mais dans tous les cas, une contamination massive même avec une gravité moindre aboutira à une situation critique à l'hôpital dans les semaines qui viennent, tandis que les effets éventuels de l'accroissement des vaccinations ne se feront pas sentir avant la fin du mois. Et si la «bonne nouvelle» ne devait pas arriver, il ne resterait à l'exécutif qu'un recours accru, en catastrophe, aux vieilles méthodes autoritaires, au prix

de milliers de morts supplémentaires et d'un risque réel d'affondrement de l'hôpital.

Il faut encore et toujours réaffirmer que nous ne sommes pas contraints de subir ces choix ou ces absences de choix, et qu'une autre voie était et reste possible : celle d'une politique de santé construite «par en bas», avec la population, fondée sur l'intelligence collective pour assurer une protection efficace et acceptée par le plus grand nombre, promouvoir la vaccination, exiger et imposer les moyens nécessaires à l'hôpital public. Il n'est pas trop tard pour s'y engager, la crise sanitaire n'étant pas terminée. Rassembler le mouvement social et ouvrir autour de ces objectifs reste une tâche essentielle de l'heure. Elle permettrait de lui redonner une visibilité aujourd'hui bien faible. Nous devons nous y consacrer. Plus que jamais, nos vies valent plus que leur profits... et leurs paris.

Jean-Claude Delavigne

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Tirage :
6 500 exemplaires

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Photographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM' VERT®

INDE Des centaines de milliers de décès chaque année à cause des particules fines

L'Inde a enregistré 867 000 décès en 2017 en raison de l'exposition aux particules fines (PM2,5). Le nombre de décès le plus élevé après la Chine.

En effet, la Chine est arrivée en tête de liste avec 138 700 décès. L'Indonésie arrive en troisième position, avec 94 000 décès, suivie de l'Egypte (88 000), du Pakistan (86 000), de la Fédération de Russie (68 000), du Bangladesh (64 000), du Nigeria (51 000) et des États-Unis (47 000), indique le rapport.

Pollution atmosphérique globale

L'étude intitulée *Global Burden of Disease from Major Air Pollution Sources: A Global Approach* de Health Effects Institute (HEI), un institut de recherche indépendant à but non lucratif, a été publiée le 15 décembre 2021. Elle a analysé les données sur la pollution atmosphérique et la mortalité de 1970 à 2017. En Inde, entre 1970 et 2017 (la période d'étude), les quatre premières régions sur les 200 présentant les plus fortes concentrations de PM2,5 – Singrauli, Kanpur, Sitapur et Ahmedabad – ont toutes connu une augmentation de la moyenne pondérée par la population (PWM) pour la masse de PM2,5. La PWM de ces endroits était de 14 à 16 fois supérieure à la moyenne annuelle préconisée dans les directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Des études antérieures ont établi que les combustibles fossiles sont une source majeure d'émissions de PM2,5, piégées dans l'atmosphère en raison de divers facteurs atmosphériques, Parmi les combustibles fossiles, c'est le charbon qui a le plus contribué, à l'échelle mondiale, aux décès liés aux émissions de particules. Selon l'étude : «En Inde, le charbon a représenté 16% des décès liés à la pollution atmosphérique en 2015 et 17,1% en 2017.» À l'échelle mondiale, le nombre de décès associés à l'exposition aux PM2,5 en extérieur était de 2,07 millions en 2017 et a légèrement augmenté pour atteindre 2,09 millions en 2019, selon l'étude du HEI.



Les combustibles fossiles en ligne de mire

La combustion de combustibles fossiles a contribué à près de 1,05 million de décès en 2017 dans le monde, dont 800 000 en Asie du Sud ou en Asie de l'Est (32,5% des décès liés à la pollution atmosphérique dans ces régions), selon une nouvelle étude.

Le secteur industriel a également contribué au plus grand nombre de décès pour 100 000 personnes en Corée du Nord, en Chine et en Inde.

La combustion de biocombustibles solides, tels que le bois pour le chauffage intérieur et la cuisine, est une autre source importante de PM2,5, responsable de 740 000 décès supplémentaires, principalement en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

À elle seule, la combustion du charbon est responsable de la moitié de ces décès, tandis que la combustion du gaz naturel et du pétrole est responsable de l'autre moitié, selon l'étude. Les autres sources mondiales dominantes sont les secteurs résidentiel, industriel et énergétique.

Les régions où les contributions anthropiques sont importantes sont généralement celles où le nombre de décès attribuables est le plus élevé. L'élimination complète du charbon en Chine et en Inde pourrait réduire de près de 20% la charge de morbidité mondiale liée aux PM2,5, suggère l'étude.

Ce nouveau rapport rassemble, pour la première fois, des estimations complètes des sources les plus courantes de PM2,5, avec une déclinaison à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Pour aboutir à ces résultats, les recherches ont été effectuées à l'aide d'inventaires actualisés d'émissions, de la surveillance par satellite ainsi que de la qualité de l'air, et d'études sur les rapports entre la qualité de l'air et la santé.

Madhumita Paul

Publié sur le site indien *Down To Earth*, traduction rédaction À l'Encontre

IMPÉRIALISME Les États-Unis et la Russie s'affrontent sur l'Ukraine : une guerre à l'horizon ?

L'Ukraine est au centre d'une dangereuse lutte entre les États-Unis et la Russie qui pourrait déboucher sur une invasion russe, des sanctions économiques occidentales, une cyberguerre mutuelle et, avec deux puissances nucléaires impliquées, pourrait même, dans un scénario extrême, déboucher sur un conflit où seraient éventuellement utilisées des armes nucléaires tactiques.

Au cœur de cette affaire se trouve notamment le projet d'affiliation de l'Ukraine à l'Otan. Le président américain Joseph Biden et le président russe Vladimir Poutine ont tous deux invoqué l'histoire et les ambitions actuelles de leur pays, utilisant l'Ukraine comme une occasion de réaffirmer leurs prétentions à dominer l'Europe de l'Est.

Il y a quelque temps, Poutine a déploré la chute de l'Union soviétique, la qualifiant de «plus grand désastre géopolitique du 20^e siècle». Sous la monarchie tsariste, l'Ukraine faisait partie de l'empire ; elle a été ensuite incorporée à l'URSS. Poutine semble vouloir la démanteler et la réincorporer à la sphère d'influence russe. Actuellement, Poutine, prétenant que les États-Unis et leurs alliés menacent la Russie en soutenant l'Ukraine, a mobilisé environ 100 000 soldats qui seraient, le cas échéant, en mesure d'entrer en Ukraine.

Biden a fait ses propres affirmations agressives. En juin de l'année dernière, il a déclaré aux alliés d'Europe occidentale : «L'Amérique est de nouveau en mesure de diriger le monde aux côtés de nations qui partagent nos valeurs les plus profondes. [...] Nous pensons que l'Otan est essentielle à notre capacité de maintenir la sécurité américaine pour le reste du siècle». Il a précisé : «Nous sommes solidaires de nos précieux partenaires, l'Ukraine et la Géorgie, et nous continuerons à soutenir leurs réformes, ce qui les rapprochera de



WIKIMEDIA COMMONS

l'Otan.» Biden a également déclaré que les États-Unis considéraient l'article 5 du traité de l'Otan – qui stipule qu'une attaque contre un pays est une attaque contre tous – comme «un engagement sacré».

L'Ukraine, un point chaud

L'Ukraine, profondément divisée géographiquement et politiquement entre les politiques pro-occidentales et pro-russes, est devenue un point chaud. Indépendante depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, l'Ukraine a initialement établi des relations avec la Communauté des États indépendants (anciens États soviétiques) et également avec l'Otan et l'Union européenne sans encore pouvoir y adhérer. Lorsque l'ancien Premier ministre Viktor Ianoukovitch, partisan de privilier les relations avec la Russie, a trahi l'élection présidentielle de 2004, la révolution orange a forcé la

tenue d'un nouveau scrutin et Viktor Iouchtchenko, partisan de l'Occident, a été élu. M. Ianoukovitch a toutefois remporté l'élection présidentielle de 2010 et a décidé, en 2013, de suspendre l'accord d'association négocié avec l'Union européenne et de s'affilier à l'Union économique eurasienne autour de la Russie. Cela a conduit aux manifestations de l'Euromaidan et à la révolution ukrainienne de 2014, au cours de laquelle Ianoukovitch a été vaincu et remplacé par un président pro-occidental. En réponse à ces développements, Poutine a envoyé en 2014 des forces russes pour envahir et s'emparer de la péninsule ukrainienne de Crimée, la revendiquant pour la Russie. Et s'appuyant sur le mécontentement des russophones (en 2014, le Parlement ukrainien a remis en cause la place officielle du russe dans les régions où les russophones

constituent une minorité significative), la Russie est intervenue militairement dans la région du Donbass dans l'est de l'Ukraine en appui aux manifestants et milices pro-russes, et y soutient encore aujourd'hui deux «républiques», qui ont proclamé leur autonomie par rapport à l'Ukraine, et leurs forces militaires. Le conflit est loin d'être réglé et quelque 13 000 personnes ont été tuées depuis avril 2014.

Bruits de bottes

L'Ukraine, qui avait rejoint le Conseil de coopération de l'Otan en 1991, coopère avec l'Otan depuis lors, et prévoit toujours de s'y affilier. Lors de leur sommet de 2021, les dirigeants de l'Otan ont réaffirmé leur intention de faire à terme de l'Ukraine un membre à part entière, affirmant que la Russie n'aurait aucun droit de veto sur cette décision. Poutine affirme que l'Ukraine ne doit pas rejoindre l'Otan et que les forces de l'Otan en Europe de l'Est doivent être retirées. Si elle adhère à l'Otan, la Russie «se comportera comme les États-Unis se comporteraient si des armes offensives se trouvaient à proximité des États-Unis». Lorsque l'Union soviétique a placé des missiles à Cuba en 1962, les États-Unis ont fait pression sur l'URSS pour qu'elle les retire et le monde est passé à deux doigts d'une guerre nucléaire.

L'extrême gauche européenne s'oppose à la fois à Biden et à Poutine, mais il n'y a pas de mouvement anti-guerre aux États-Unis et aucun n'est possible en Russie. Nous devons nous exprimer maintenant, en nous opposant d'abord à l'imperialisme US et en soutenant une Ukraine indépendante, libérée de toute ingérence russe mais aussi des courants d'extrême droite et des oligarques capitalistes ukrainiens.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

PALESTINE En grève de la faim pour la liberté

Le prisonnier palestinien Hisham Abu Hawash, 41 ans, a entamé son 140^e jour de grève de la faim le lundi 3 janvier, et selon sa famille, il est dans un état si critique qu'il pourrait mourir à tout moment.

Abu Hawash a été arrêté par les forces israéliennes en octobre 2020 au milieu de la nuit, alors qu'il se trouvait dans la maison familiale dans la ville de Dura, au sud d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée. Peu après son arrestation, Israël a placé Abu Hawash en détention administrative, une politique utilisée par Israël qui permet de détenir indéfiniment des Palestiniens sans inculpation ni procès, sous prétexte de «preuves secrètes» contre eux. Abu Hawash avait déjà effectué deux passages dans une prison israélienne en détention administrative.

Détention arbitraire
Le 15 août 2021, après près de 10 mois de détention administrative, la Cour suprême israélienne devait traiter un appel concernant la détention d'Abu Hawash. L'audience a toutefois été rejetée lorsque le parquet militaire israélien a refusé de porter l'appel devant la cour et, selon sa famille, il est au bord de la mort. «Il pourrait mourir à tout moment», a déclaré Emad, le frère d'Abu Hawash, à Mondoweiss, depuis le salon de la maison familiale à Dura. «Il a perdu la capacité de bouger, et peut à peine parler. Sa vision est floue, ses muscles ont commencé à s'atrophier et ses taux de



Ce jour-là, Abu Hawash a annoncé qu'il allait entamer une grève de la faim pour protester contre sa détention arbitraire.

Aujourd'hui, plus de quatre mois après le début de sa grève, Abu Hawash est dans un état critique et, selon sa famille, il est au bord de la mort. «Il pourrait mourir à tout moment», a déclaré Emad, le frère d'Abu Hawash, à Mondoweiss,

depuis le salon de la maison familiale à Dura. «Il a perdu la capacité de bouger, et peut à peine parler. Sa vision est floue, ses muscles ont commencé à s'atrophier et ses taux de

potassium et d'enzymes hépatiques sont extrêmement bas».

«Hisham avait déjà des problèmes rénaux, qui sont courants dans notre famille, et maintenant les médecins craignent que ses reins et d'autres organes ne lâchent à tout moment», a-t-il poursuivi.

«Hisham a perdu la moitié de son poids. Il pesait 85 kg et pèse maintenant moins de 40 kg».

«Nous serons avec lui jusqu'à la fin»

La pression s'est accentuée au cours du week-end, alors que des

organisations internationales et des législateurs étasuniens se sont joints aux citoyens et dirigeants palestiniens pour demander à Israël de libérer Abu Hawash immédiatement. Des manifestations ont eu lieu dans les villes de Cisjordanie, notamment à Ramallah, Bethléem, Hébron et Naplouse, pour demander la libération d'Abu Hawash. Des protestations similaires ont été signalées à Gaza, ainsi que dans des villes palestiniennes en Israël.

Selon le groupe de défense des droits des prisonniers palestiniens Addameer, 500 prisonniers palestiniens sont actuellement placés en détention administrative par Israël. Le mois dernier, Israël a libéré le prisonnier palestinien Kayed Fasfous après 131 jours de grève de la faim pour protester contre sa détention administrative. En novembre 2021, le prisonnier palestinien Miqdad Qawasmeh a mis fin à sa grève de la faim de 113 jours après qu'Israël a accepté de mettre fin à sa détention administrative en février 2022.

«Quoi qu'il arrive, nous sommes aux côtés d'Hisham», a déclaré Emad. «Il se bat pour la liberté, et nous serons avec lui jusqu'à la fin». **Yumna Patel**

Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net

CAMEROUN L'urgence du changement

Le Cameroun semble figé. Les CamerounaisES n'ont connu, depuis l'indépendance, que deux présidents. Le premier, Ahmadou Ahidjo (président de 1960 à 1982), qui ne peut même pas se prévaloir d'être le père de l'indépendance du pays, puisqu'il était aux côtés des colonisateurs contre la principale organisation nationaliste – l'Union des Peuples du Cameroun. Quant à Paul Biya, le président en exercice (depuis 1982), il passe le plus clair de son temps à l'hôtel Intercontinental de Genève. Cet immobilisme qui pourrait faire penser à une stabilité est trompeur. Il est source de violentes oppositions qui minent le pays. C'est particulièrement le cas dans la région anglophone.

La guerre qui fait rage dans les régions anglophones est le résultat d'un conflit qui prend sa source dans les conditions particulières de l'indépendance du pays.

Trahison et mépris

85% du territoire du Cameroun était sous la tutelle de la France, le reste dépendait de la Grande-Bretagne suite à la perte par l'Allemagne défaite, lors de la Première Guerre mondiale, de sa colonie. Au moment de l'indépendance, les populations des territoires gérés par le royaume britannique n'ont eu que deux possibilités : intégrer le pays voisin, le Nigeria, un choix qui a été fait par une partie de la région anglophone ; l'autre partie a préféré s'associer au Cameroun nouvellement indépendant. Cette option était motivée par un accord définissant le pays comme fédéral. C'est précisément cet accord qui a été remis en cause par Ahidjo au profit d'une république hyper-centralisée qui rapidement est devenue une dictature.



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

#POUTOU2022



NOS VIES VERS QUE LEURS

5 ANS DE MACRON CA SUFFIT!

Macron, le président des riches, n'a cessé de nous agresser. De la suppression de l'ISF à la répression des Gilets jaunes en passant par sa gestion de la pandémie et la réduction des allocations chômage, Macron restera le président qui aura systématiquement placé nos vies après les profits capitalistes.

Le bilan de Macron c'est toujours près de 6 millions de personnes inscrites à Pôle emploi et, dans le même temps, le maintien des profits faramineux des grands groupes du CAC 40. Pas moins de 57 milliards d'euros au premier semestre 2021, plus encore qu'avant la crise ! Un « pognon de dingue » que nous voulons récupérer pour satisfaire les besoins sociaux, sanitaires, écologiques. Contre Macron, le seul choix possible serait Zemmour ou Le Pen ? Non. L'autre choix c'est de nous faire entendre nous-mêmes ! Nous refusons leurs programmes racistes, sexistes et nationalistes. Ces candidats défendent le système et cherchent à nous diviser alors que nous avons besoin de nous regrouper contre la voracité des dominants.

TROP TARD POUR ÊTRE MODÉRÉS !

La situation est alarmante à bien des niveaux. La misère s'accroît pendant que les milliardaires s'enrichissent encore plus. La planète brûle. Nos libertés sont en danger. Les guerres, l'épuisement des ressources et la montée des nationalismes à travers la planète laissent entrevoir le pire. Mais ces maux ne sont pas une fatalité, ils résultent du système capitaliste : pour ceux qui dirigent aujourd'hui, les taux de profit sont plus importants que la vie et la mort de millions d'êtres humains. Alors oui, il est trop tard pour être modérés. Il faut tout changer, du sol au plafond !

PARTIR DE NOS RÉSISTANCES, VERS UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

Des Gilets jaunes à la grève contre la réforme des retraites, des jeunes pour le climat aux luttes des femmes contre les violences, les résistances se multiplient. Elles ont un ennemi commun : le capitalisme !

Avec notre candidature, nous proposons dans cette élection de nous en prendre à la racine du problème en développant un programme qui répond à l'urgence des crises du capitalisme. Cela nécessite de construire des luttes, une vaste mobilisation d'ensemble de toutes et tous

Ainsi, nous voulons incarner, avec vous, la nécessité de s'affronter au système, de nous organiser pour le faire afin de construire une société libérée de l'exploitation et des oppressions.

PHILIPPE POUTOU

UNE VIE, UN EMPLOI ET UN SALAIRE DÉCENTS, C'EST POSSIBLE !

Une vie, un emploi et un salaire décents, c'est possible ! Il faut réduire massivement le temps de travail, sans augmentation des cadences, et en augmentant les salaires. Ce partage du travail entre touTEs est le seul moyen d'en finir avec le chômage : travailler moins, c'est travailler toutes et tous. C'est aussi donner à touTEs le temps et les moyens de profiter de la vie. Et nous devons retirer aux capitalistes le droit de bouleverser nos vies, en interdisant les licenciements !

- ➡ 400 euros de plus pour touTEs ; SMIC à 1800 euros net ; indexation des salaires sur le coût de la vie
- ➡ Réduction drastique du temps de travail, en commençant par 32 heures sur quatre jours sans perte de salaire ; sixième semaine de congés payés
- ➡ Revenu d'autonomie pour touTEs les jeunes de 16 à 25 ans
- ➡ Retraite à taux plein et par répartition à 60 ans, et 55 ans pour les travaux pénibles
- ➡ Création d'un million de postes statutaires dans les services publics



RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE !



Le productivisme et la course aux profits menacent la planète. Il y a urgence à planifier l'économie sur des bases écologiques et démocratiques, c'est-à-dire sous le contrôle des travailleurEs et des usagerEs. C'est la seule façon de maintenir les emplois tout en produisant autrement pour préserver notre environnement. La transition écologique ne peut pas se faire sur le dos des travailleurEs : nous revendiquons le maintien des emplois et des salaires, y compris quand les reconversions sont nécessaires. Il faut renforcer et étendre les services publics. La santé, l'industrie pharmaceutique, l'éducation, l'énergie ou les transports doivent être au service de tous et non des machines à profits : les capitalistes se sont assez gavés, ils ont détruit la planète et notre santé !

- ➡ Crédit de services publics de l'énergie (nationalisation d'EDF, Engie, Veolia, Total...) et du médicament (réquisition de Sanofi et des grosses industries du secteur)
- ➡ Gratuité pour les besoins essentiels : se loger, se déplacer, se nourrir, se chauffer, se soigner, étudier...
- ➡ Arrêt du nucléaire en 10 ans, développement des énergies renouvelables et arrêt des industries polluantes
- ➡ Réquisition des banques privées dans un monopole public bancaire, afin de contrôler démocratiquement le crédit et les investissements



EN FINIR AVEC UN RÈGIME AUTORITAIRE, RACISTE ET INÉGALITAIRE

- P**our contrôler la population, les moyens répressifs et autoritaires de l'État se renforcent. Dernière en date, la loi de «sécurité globale» est taillée pour renforcer les pouvoirs de la police, supprimer des libertés et réprimer la colère sociale.
- ▶ Il faut en finir avec les lois sécuritaires et l'état d'urgence!
 - ▶ Les corps spéciaux de répression (BAC, BRAV...) doivent être supprimés
 - ▶ Il faut désarmer la police, à commencer par les unités au contact de la population
- Le pouvoir fait la chasse aux migrantEs et stigmatise les immigréEs et leurs descendantEs, devenuEs de véritables boucs émissaires. Il cherche à nous diviser alors que les seuls responsables du chômage et de la misère sont le patronat et le gouvernement.
- ▶ Liberté de circulation et d'installation, régularisation de touTEs les sans-papiers
 - ▶ Abrogation de toutes les lois racistes et islamophobes
 - ▶ Droit de vote pour les étrangerEs résidant en France
- Pour les femmes c'est la double peine : non seulement elles font partie des plus précaires, mais elles font aussi l'objet de violences quotidiennes. À l'heure où les droits des femmes sont remis en cause dans de nombreux pays et l'actualité régulièrement marquée par les féminicides, lutter contre le sexism et toutes les oppressions de genre est une urgence vitale. Nous revendiquons :
- ▶ Des centres IVG et des maternités partout sur le territoire et l'allongement du délai légal de l'IVG à 24 semaines
 - ▶ L'égalité des salaires entre les femmes et les hommes



CONTRE L'EUROPE DES BARBELÉS ET DES PATRONS, UN PROGRAMME INTERNATIONALISTE!

- N**ous proposons d'en finir avec la politique impérialiste de la France dans le monde. Loin du repli nationaliste prôné par la plupart des candidats, de droite comme de gauche, nous défendons la solidarité et la coopération entre les peuples. Pour nous, les seules barrières sont celles qui existent entre les exploitants et les exploitéEs : ce sont les mêmes multinationales qui exploitent les travailleurEs de tous les pays. Le réchauffement climatique, les pandémies ne connaissent pas les frontières : c'est à l'échelle mondiale que l'humanité doit s'émanciper du capitalisme.
- ▶ Rupture avec les traités européens ; pour une Europe des travailleurEs et des peuples !
 - ▶ Fin de la Françafrique, à commencer par le retrait immédiat des troupes militaires
 - ▶ Démantèlement du complexe militaro-industriel et arrêt des exportations d'armes françaises

COMMENT ROMPRE AVEC LE CAPITALISME?

Dans cette société capitaliste, les choix économiques sont dictés par la recherche des profits pour un petit nombre, sur le dos de l'immense majorité. Il faut rompre avec cela en changeant le fonctionnement de la société. Nous devons partir des besoins sociaux et écologiques pour décider démocratiquement de ce que l'on produit et de comment on le produit. Les richesses sont nombreuses, elles sont le fruit de notre travail. Nous devons les récupérer ! Finis les dizaines de milliards de dividendes pour les actionnaires du CAC 40. Finie l'évasion dans les paradis fiscaux. C'est nous, le monde du travail, qui faisons tourner la société, c'est à nous de décider : avec Philippe Poutou nous proposons de remettre la main sur ce qui nous appartient ! Nous avons conscience qu'il ne suffira pas d'une victoire électorale pour que les choses changent. La seule façon d'appliquer un tel programme est de l'imposer à ceux qui détiennent aujourd'hui les rênes de l'économie. Pour cela, il faudra un mouvement d'ensemble, que la population s'organise dans les quartiers et les entreprises, pour constituer une force sociale capable d'en finir avec ce système, l'exploitation et toutes les oppressions qu'il engendre.

POURQUOI FAIRE CAMPAGNE ET VOTER POUR PHILIPPE POUTOU? PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN!

Voter Philippe Poutou c'est redonner confiance à celles et ceux d'en bas, à notre camp social, pour faire reculer Macron et l'extrême droite.

Beaucoup en ont assez de voter pour le «moins pire» ou pour des candidats en fonction de leur cote dans les sondages. Les politiciens placent leurs ambitions avant l'intérêt collectif et servent tous les intérêts des capitalistes. Voter Philippe Poutou, c'est faire entendre notre voix, c'est voter pour l'un des nôtres !

Voter Philippe Poutou c'est lutter pour un monde meilleur, une société écosocialiste, communiste, autogestionnaire, et défendre un véritable programme anticapitaliste, féministe et internationaliste. Alors n'hésitez plus, engagez-vous à nos côtés dans la campagne #Poutou2022. Pas seulement pour cette élection mais pour commencer dès maintenant à nous organiser, à nous regrouper pour construire une force politique des exploitéEs et des oppriméEs pour changer la société.



LES NÔTRES Gisèle Sicot nous a quittés



DR
Notre camarade et amie Gisèle Sicot nous a quittés la semaine dernière après avoir lutté durant des années contre la maladie.

Gisèle était une figure de notre courant politique à Niort et dans la région Poitou depuis plus de 40 ans. Née dans la plus grande des précarités, elle était sortie de la misère à force de courage et d'obstination. Elle était devenue institutrice d'application. C'est au lycée, en terminale, au mitan des années soixante-dix, que son professeur de philosophie, militant de la LCR, l'aida à donner à sa colère de classe un contenu politique. Elle rejoignit alors notre courant pour en partager durant plus de quarante ans tous les combats. Militante syndicaliste au SNI puis au SNUIPP, animatrice de la tendance École émancipée à Niort, elle fut aussi candidate pour la LCR à des élections législatives. Membre du NPA, depuis quelques années la maladie l'empêchait de militer aussi activement mais elle tenait, dès que ses forces le lui permettaient d'être présente, place de la Brèche, au départ des manifs, à la joie de ses amiEs qui y voyaient un signe d'espoir. Nous garderons de Gisèle l'image d'une femme fidèle à ses idées, ferme dans ses convictions révolutionnaires et féministes mais avant tout généreuse et accueillante. Gisèle nous manquera, comme son compagnon André décédé en juin dernier. Nos pensées amicales vont à sa fille Annabelle et à ses petits-enfants.

Ses camarades du 79 et du Poitou

NUCLÉAIRE Pollution radioactive dans la vallée du Rhône

Dans son article daté du 26 décembre 2021, *Mediapart* souligne : « Pour prendre la mesure de l'énormité de ce chiffre, il faut avoir en tête que le "bruit de fond", c'est-à-dire la quantité normale de tritium dans les eaux souterraines non contaminées, est compris entre 1 et 2 Bq/L, selon un rapport de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD) en 2020, commandé par Greenpeace ».

Une succession de fuites et de rejets radioactifs au Tricastin

En 2006 et 2007, la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (CRIIRAD) révélait que « les limites annuelles de rejets ont été très largement dépassées (pour ne pas dire pulvérisées) en 2006 et 2007 » à la Socatri, une usine située sur le site du Tricastin. Les rejets de carbone 14 dans l'atmosphère ont été « 30 fois supérieurs à la limite réglementaire en 2006 et 42 fois en 2007 ».

Une étude réalisée par la CRIIRAD en 2007 avait aussi montré que les plantes aquatiques prélevées en aval du Tricastin « présentaient une accumulation de tritium organiquement lié plus forte que les autres échantillons collectés dans le Rhône depuis Genève ». Le 8 juillet 2008 à 6 h 30 du matin, pendant le nettoyage d'une cuve, trente mètres cubes d'eau ont débordé dans le bassin de rétention, lequel a laissé fuir une partie du liquide qui s'est répandu à l'extérieur. La solution, qui contenait 12 grammes d'uranium par litre (soit 360 kilogrammes au total), a suivi le réseau d'évacuation des eaux fluviales jusque dans le Rhône.

Le 8 juillet 2013, EDF a détecté une fuite de tritium dans les eaux souterraines de la centrale du Tricastin. « Cette fuite aurait dû

Le 20 décembre, EDF déclarait dans un communiqué « un événement significatif pour l'environnement, concernant la détection d'un marquage en tritium de l'eau souterraine contenue dans l'enceinte géotechnique située sous la centrale [du Tricastin (Drôme)] ». Mediapart explique ainsi qu'une « énorme quantité de tritium, un isotope irradiant de l'hydrogène, a été mesurée dans les eaux souterraines de l'unité de production d'électricité : 28900 becquerels par litre (Bq/L) ».

POLLUTION DE LA VALLÉE DU RHÔNE



appeler une réponse immédiate, pourtant, ce n'est que le 6 août, presque un mois après, qu'elle a été déclarée à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) comme le soulignait Stop nucléaire Drôme Ardèche.

Fin août 2018, un cadre EDF lanceur d'alerte révèle, dans une plainte, « une inondation interne », et souligne : « Vous nous avez endormis quand vous nous avez parlé d'écoulement alors qu'il y a 10 centimètres d'eau dans le bâtiment. »

Le 6 novembre 2019, une activité de 5 300 Bq/L – plus de deux mille fois au-dessus du bruit de

fond – avait été mesurée dans les eaux de la centrale. EDF n'avait communiqué l'information au public que onze semaines plus tard, selon la CRIIRAD.

Omerta et privatisation

Les omissions et les mensonges d'EDF, couverts par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), sont aussi récurrents que les incidents et rejets comme le souligne cette succession de fuites d'éléments radioactifs à la centrale du Tricastin. Ils visent, en outre, à cacher les conséquences de la privatisation des opérations de maintenance des centrales. Rappelons que 90 % des opérations en « zone contrôlée » sont effectuées par la sous-traitance. Des salariéEs mis en concurrence, soumis au dumping social avec des conventions collectives et une médecine du travail qui ne

correspondent pas aux activités réalisées. Ce nucléaire low-cost a évidemment une répercussion sur la connaissance, la maîtrise et la sûreté des installations mais également sur la santé des agents et des populations.

Alors que l'Union européenne se rapproche de l'intégration de l'énergie nucléaire et du gaz fossile dans la taxonomie de la finance, les qualifiant l'une et l'autre d'énergies non carbonées et durables, cette trop longue série de fuites radioactives à la centrale du Tricastin nous rappelle que le nucléaire ce n'est pas seulement le risque de catastrophes et de déchets multi-milliénaires mais qu'il est une source de pollutions régulières de l'air et des eaux fluviales et d'une perte de compétences de l'ensemble de la filière.

Dominique Malvaud

GRÈVE POUR LES SALAIRES ----- « Carrefour n'a pas gagné autant d'argent depuis vingt ans »

Entretien. **Ali Algul**, membre de la CGT commerce, est délégué central du personnel de Carrefour, où la CGT est la troisième organisation syndicale. Il nous a reçus à l'union locale (UL) d'Ivry-sur-Seine après une semaine de journées d'action à Carrefour fin décembre.

Ali, qu'est-ce qui te frappe dans le bilan des journées d'action de la semaine du 20 décembre ?

C'est l'ampleur du mouvement revendicatif chez Carrefour mais aussi l'extrême diversité des formes que cela prend, dans un groupe qui compte quand même 110 000 salariéEs. À la veille des Négociations annuelle obligatoires (NAO), la CGT avait appelé à une semaine d'action en ajustant ses modalités aux réalités des rapports de forces dans les établissements. Elle avait mis l'accent dans sa propagande sur la lutte

contre la poursuite du « plan Bompard » par lequel l'employeur a déjà fait passer une bonne trentaine d'établissements en « location gérance », c'est-à-dire, après une période de transition de quinze mois, à de nouveaux contrats salariaux avec de nouveaux employeurs, permettant de fractionner encore plus les conditions d'emploi et de rémunération.

Vu la taille de l'entreprise et la dispersion des sites, on pouvait s'attendre à ce que la participation soit inégale !

l'Anticapitaliste la revue

Le n°131 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



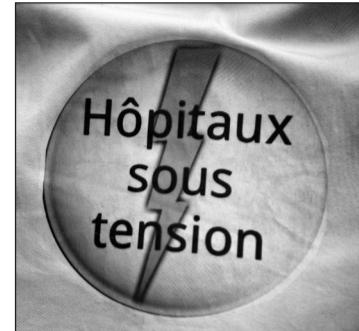
HÔPITAL Notre santé n'a pas de prix : non à la facturation du passage aux urgences !

Après le forfait hospitalier, les franchises sur les soins et médicaments, les tests payants, les masques payants, les déremboursements toujours plus nombreux pour des médicaments dits « de confort » ; après les fermetures de lits, d'hôpitaux de proximité, de services d'urgences ; après les déserts médicaux – 3,8 millions de personnes vivent dans un désert médical, la difficulté à trouver généralistes et spécialistes – une nouvelle étape a été franchie dans la privatisation de la santé, et vers l'exclusion des plus précaires d'un accès aux soins.

A près un report d'un an, le gouvernement a mis en place, en toute discréction, un « forfait patient urgence » d'un peu moins de 20 euros le 1^{er} janvier 2022. L'application de cette mesure votée en 2020, dans la loi de financement de la Sécurité sociale 2021, avait été différée.

Risque de privation de soins

Le « forfait urgences » est une somme à verser si vous passez aux urgences hospitalières et que ce passage n'est pas suivi d'une hospitalisation. Comme si on allait aux urgences par plaisir ou par désœuvrement ! La somme n'est pas remboursée par la Sécurité sociale mais par votre mutuelle si vous en avez une ou la CMU, soit 95 % de la population. L'objectif affiché du gouvernement est de « désengorger les urgences ».



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

On imagine parfaitement les conséquences d'un tel choix : comme il est impossible de savoir à l'avance si on va finir ou pas hospitalisé, les personnes qui ne pourront pas payer ce « forfait » risquent de se priver de soins. Imaginons le cas de quelqu'un, souffrant d'un abcès, qui, ne voulant pas quitter son travail, attend d'avoir fini sa journée vers 18 h,

cherche un médecin généraliste, n'en trouve pas, du fait de la baisse continue du nombre de généralistes (20 % des patientEs disent s'être rendus aux urgences dans les deux dernières années par manque de disponibilité d'un médecin de ville), se dirige donc vers les urgences de l'hôpital le plus proche, se fait soigner et, ne nécessitant pas d'hospitalisation, devra dans tous les cas avancer 20 euros et, s'il fait partie des 5 % n'ayant ni mutuelle ni CMU, payer de sa poche.

Logique financière et administrative

Plus grave, cette décision, qui passe pour le moment inaperçue, renforce la marchandisation de la santé : il faudra sortir sa carte bleue pour être admis aux urgences, ce qui pénalisera les plus précaires. C'est une attaque

supplémentaire contre la Sécurité sociale, et le principe de l'accès gratuit pour toutes et tous à la santé. Car en principe, c'est à cela que sert l'argent public, aux besoins vitaux, au bien commun. À condition qu'il ne se dole pas au soleil des paradis fiscaux. Ce gouvernement, comme les précédents, reste dans une logique financière et administrative de la gestion des hôpitaux. À mille lieux des besoins réclamés par toutes et tous depuis longtemps. C'est encore une de ces nombreuses luttes à mener qui devront nécessairement converger et balayer ce système pour qu'enfin l'avis et la vie du plus grand nombre soit prioritaire sur la recherche des profits et en l'occurrence sur l'accaparement par les assurances des milliards gérés par la Sécurité sociale !

Correspondante

Les professionnelEs et usagerEs des hôpitaux et des établissements du sanitaire, médico-social et social public, associatif et privé dénoncent la dégradation des conditions de travail des personnels ainsi que les difficultés d'accueil et de prise en charge dans la dignité pour l'ensemble de la population. Malgré le dévouement des personnels, la situation s'aggrave avec la pandémie qui entraîne un surcroît d'activité à gérer en plus du suivi au quotidien et classique des résidentEs et patientEs dans ces établissements. [...]

« Des conditions de travail décentes et des services de qualité »

Ensemble soyons mobiliséEs en action dans les établissements et dans les territoires le 11 janvier 2022 ! Pour exiger l'ouverture de véritables négociations sur l'avenir de l'hôpital public et des établissements de santé et de l'action sociale avec le Premier ministre

SANTÉ Appel unitaire à une journée nationale de mobilisation le 11 janvier

Nous publions des extraits de l'appel à mobilisation initié par les organisations suivantes : AMUF, CGT, SUD, CFE-CGC, Collectif inter-hôpitaux, Collectif inter-urgences, Printemps de la psychiatrie, Coordination nationale hôpitaux et maternités de proximité.

et le président de la République pour :

- L'augmentation du budget consacré à l'hôpital et à nos établissements .
- La reconnaissance et la franche valorisation générale des carrières médicales et non médicales, se traduisant par une augmentation qui correspond aux qualifications et responsabilités de ces métiers. L'équité de traitement dans l'attribution des mesures salariales issue du protocole d'accord du Ségur de la santé, l'attribution immédiate des 183 euros pour l'ensemble du personnel des secteurs du médico-social et social. La reconnaissance du temps de travail des PH et une



même valorisation de la grille salariale pour tous les PH.

- Le recrutement immédiat de centaines de milliers de professionnelEs supplémentaires, un plan de formation pluridisciplinaire correspondant et donc l'ouverture immédiate d'un grand nombre de places d'étudiantEs dans les différentes écoles et facultés pour nos professions.

- L'arrêt des fermetures de services, d'établissements et des réouvertures de lits, de structures, partout où cela est nécessaire.

- Une gouvernance des hôpitaux, des établissements du sanitaire, du médico-social et du social plus ouvert aux personnels et aux usagerEs

- L'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire. DéterminéEs et uniEs, le 11 janvier et après, salariéEs et usagerEs ensemble, mobilisons-nous pour obtenir la reconnaissance de nos métiers, des conditions de travail décentes, des services de qualité, partout, pour toutes et tous !

Oui, et on n'en a pas encore une vision détaillée et complète mais on a bien senti que la multiplication des conflits salariaux dans d'autres secteurs du commerce et de la grande distribution a poussé les gens à se mettre aussi en mouvement. Dans la mesure où les équipes syndicales sont souvent peu expérimentées, on a vu une grande diversité des réactions à l'initiative des journées d'action, mais nettement au dessus de ce qu'on espérait. Ici à Ivry-sur-Seine, par exemple, le Carrefour du quartier du Port est parti en grève à partir d'une proposition intersyndicale CFDT-CGT-FO et d'un tract élaboré localement, centré sur la lutte contre la mise en location-gérance : il y a eu 80 % de grévistes et la direction a dû fermer le magasin pour la journée. La faiblesse c'est le flou extrême sur le niveau de salaires revendiqué, mais les gens ont bien senti leur force. 80 % c'est un très bon chiffre mais on a d'autres situations intéressantes, avec des cas de grèves même minoritaires, comme à Bercy, avec 20 %

de grévistes, et une kyrielle de situation intermédiaires, comme à l'Hay-les-Roses où un tract CGT-CFDT a été diffusé, exigeant 300 euros pour tous, l'unité de statut des salariéEs travaillant sous l'enseigne Carrefour et aucun salaire en dessous de 1500 euros net...

Les profits incroyables qu'annonce le groupe font bouger les gens ?

Oui, pour 2020, le groupe a déclaré un chiffre d'affaire en hausse de 7,8 %, soit 78 milliards d'euros en plus ! Dont un milliard d'argent public sous forme de CICE. Carrefour n'a pas gagné autant d'argent depuis vingt ans : + 57 % de bénéfices. Ça fait réfléchir mais il n'y a pas encore de convergence vers une formule de revendication unifiante. Il y a du flou entre une augmentation égale pour tous et des salaires minimum à 1500 ou 2000 euros net, plus l'inquiétude sur la perte d'un interlocuteur unique avec les mises en location-gérance. Mais on avance !

Carrefour, c'est du pilotage patronal haut de gamme. Pas facile à contrer établissement par établissement.

Oui, ils cherchent d'un côté à se débarrasser de ce qui ne leur garantit pas des bénéfices à deux chiffres, et à rester aussi proche que possible du SMIC. Mais, en plus, ils gèrent aussi la valeur de leurs emprises foncieres. À Bercy, par exemple, l'Hyper est au cœur d'une gigantesque opération immobilière avec la commune de Charenton et des terrains SNCF et des entrepôts disponibles, plus les tours géantes projetées à l'entrée de Paris. À Ivry, les bâtiments où se trouve le magasin sont largement sous-employés et la direction du groupe se prépare à une restructuration d'envergure, en y mouillant la municipalité. Pas facile, pour des salariéEs qui cherchent avant tout à défendre des salaires extrêmement bas, de se battre avec des logiques de profit aussi complexes. Mais, là, on a commencé à inverser la tendance.

EXPLOITATION DANS LA GRANDE DISTRIBUTION



CHARMA6

SOUS-TRAITANCE En 2022, les travailleurs sans-papiers du groupe La Poste toujours en lutte

Des postiers sans-papiers travaillant pour deux filiales du groupe La Poste dans le secteur du colis sont actuellement en lutte : depuis le 15 novembre pour les DPD du Coudray-Montceaux (91), depuis le 3 décembre pour les Chronopost d'Alfortville (94).

Devant chacun de ces deux sites, un piquet de grève est tenu jour et nuit. Dans les deux cas, ces travailleurs sont victimes du même système de sous-traitance en cascade (donneur d'ordre, sous-traitant, agence d'intérim) mis en place par La Poste. Ils revendent leur régularisation, et donc que le groupe La Poste leur fournisse les documents permettant cette régularisation, et les embauche en CDI.



NPA

Même système, même combat

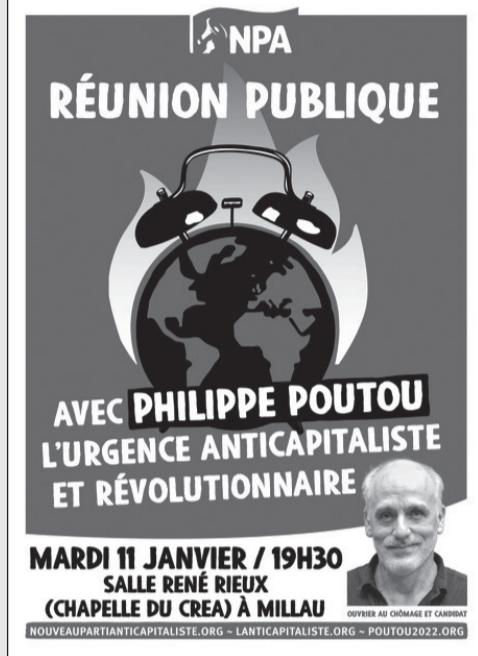
Les travailleurs des deux piquets étant victimes du même système de surexploitation, il était logique que la lutte se mène en commun. Le 15 décembre, l'ensemble des grévistes étaient rassemblés devant le siège de DPD. Une délégation a été reçue au siège de La Poste, situé non loin de là. C'est d'ailleurs assez contradictoire avec les déclarations de cette dernière, qui nie tout lien entre les grévistes et le groupe... Mais c'est bien le résultat du rapport de forces créé par cette mobilisation. Le 21 décembre, une manifestation partait de la poste centrale d'Évry pour rejoindre la préfecture de l'Essonne. Le 29 décembre, une nouvelle manifestation s'est déroulée entre l'agence Chronopost d'Alfortville et l'agence Coliposte de Créteil. Entretemps, les DPD et les Chronopost ont constitué un cortège (massif et dynamique) de postiers sans-papiers dans la manif parisienne de la Marche des solidarités, le 18 décembre. Prochaine étape, un rassemblement, le 6 janvier, devant le siège de Chronopost. En d'autres termes, pas question de laisser ni l'État ni le groupe La Poste en paix. Et cela continuera tant que les grévistes n'auront pas obtenu satisfaction. Ces derniers sont clairement un exemple de courage et de détermination ; pour l'ensemble des postierEs, au moment où les coups venant de la direction redoublent d'intensité, mais aussi pour l'ensemble du monde du travail, confronté à une période de reculs sociaux sans précédent depuis des décennies.

Édouard Gautier

Cagnotte en ligne pour les DPD : <https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>
Pour les Chronopost, envoi de chèques à Solidaires 94 ou Sud Poste 94 (Maison des syndicats 11/13, rue des Archives 94010 Créteil Cedex).

Agenda

Mardi 11 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Millau. À 19 h 30, salle René-Rieux (chapelle du CREA).



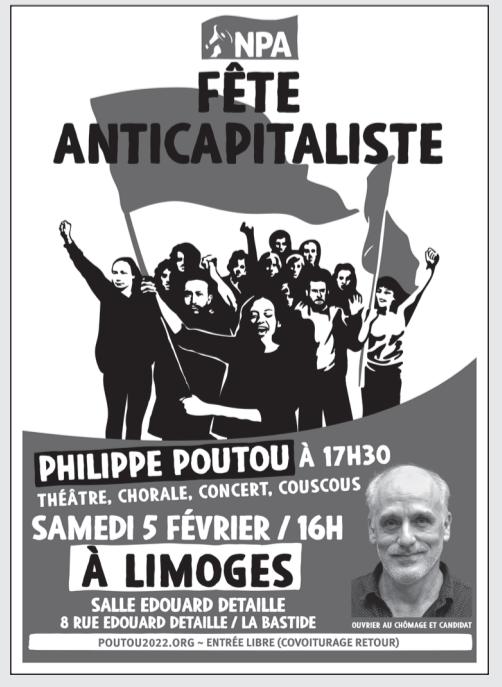
Jeudi 13 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Alençon. À 20 h 30, salle Baudelaire, rue Porchaine à Alençon.

Vendredi 14 janvier, réunion publique du NPA, Clermont-Ferrand. À 18 h 15, salle Leclanché, rue Champratel à Clermont.

Lundi 17 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rouen. À 20 h, à la Halle aux Toiles, 19, place de la Basse-Vieille-Tour, M^e Théâtre-des-Arts.

Jeudi 20 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Poitiers. À 20 h, Salons de Blossac, 9 rue de la Tranchée à Poitiers.

Samedi 5 février, fête anticapitaliste avec Philippe Poutou, Limoges. À 16 h, salle Édouard-Detaille, 8 rue Édouard-Detaille, La Bastide.



Complété par la fin de la déduction fiscale et la limitation drastiques des dons et cotisations, le système des Bons pour l'égalité démocratique (BED) proposé par Julia Cagé forme un système cohérent mais qui asservit le financement des partis à un État... qui n'est pas neutre ! Dès lors, les problèmes s'enchaînent selon une ligne claire qui est celle de notre rapport à l'État bourgeois, lequel dépasse de très loin notre intérêt politico-financier bien compris et engage rien moins que l'articulation entre notre stratégie et notre projet révolutionnaire.

Dangers et incertitudes

Sauf à croire qu'il accepterait de se rendre aveugle à une technologie de cryptage qu'il aurait lui-même développée, l'État connaîtrait l'opinion politique de presque chaque citoyen. Un cauchemar dystopique dont nous n'avons jamais été aussi proches compte tenu des besoins politiques et des moyens techniques du pouvoir. Faire transiter le financement des partis par la seule déclaration fiscale engendre des biais qu'il faudrait mesurer quant au caractère réellement inclusif du procédé. Quid de ceux qui s'en remettent, parfois dans le cadre d'un puissant ascendant, à un membre de leur famille pour toutes les questions administratives et financières ? Quid de ceux qui, comme beaucoup de sans-papiers, n'en remplissent pas du tout ?

Le seuil des 500 000 contribuables pour bénéficier du système n'est pas scandaleux. Un parti comme le NPA pourrait peut-être l'atteindre sous réserve d'une forte mobilisation annuelle mais aussi d'une promotion générale et régulière du système par l'État. En cas de réussite, nos recettes seraient au moins multipliées par quatre ! Mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit... d'un seuil. Comment justifier qu'une

petite organisation puisse osciller, d'une année sur l'autre, entre un financement public minimal de 3,5 millions d'euros et un financement nul ?! Aucune politique financière ne peut être assurée dans une telle incertitude et sur de telles sommes.

Souscription du NPA

Comment financer les partis politiques ? (Épisode 3)

Dans son essai « le Prix de la démocratie » (Fayard, 2018), l'économiste Julia Cagé décrit avec finesse et clarté les limites du système de financement de la vie politique en France. Mais surtout, elle en tire une très stimulante proposition de réforme... qu'il faut aussi critiquer.



À tout le moins ce pouvoir accru de pourvoyeur unique permettrait certainement à l'État de durcir encore une législation de plus en plus intrusive dans la vie (financière) des partis. Parce que limité à 17 euros par mois, l'apport des donateurEs et surtout des cotisantEs empêcherait de construire un parti de militantEs déterminés ayant une relative autonomie vis-à-vis de l'État. Il n'est pas acceptable que l'investissement financier notable des militantEs révolutionnaires soit bridé alors même qu'il s'inscrit dans la défense des intérêts du plus grand nombre. Si la disparition de la déduction fiscale est envisageable, le plafonnement des dons et cotisations devrait donc être fixé à 2 500 euros, soit le montant réel versé après déduction fiscale.

Un nouveau système financièrement généreux, formellement démocratique et techniquement simple n'est pas une panacée. Se défendant de tout solutionnisme, Julia Cagé reconnaît que l'enjeu fondamental est de redonner confiance et participation aux masses dans le système politique. C'est bien le minimum. Qui peut en douter ? Sauf que le dérisoire mécanisme institutionnel qu'elle propose afin d'y remédier est à des années-lumière des enjeux ! C'est alors que le noeud coulant politique se referme et nous oblige à considérer, dans une analyse concrète et sans joie aucune, que le système proposé par Julia Cagé, si tant est qu'il puisse être mis en place, produirait dialectiquement des effets au moins aussi néfastes que l'existant...

Les Nôtres

Hasta siempre, Helena !

Notre amie chère et camarade Helena Piña est décédée dimanche 2 janvier. C'est une immense tristesse pour toutes celles et tous ceux qui l'ont connue.



manquerons pas de faire circuler les informations dès que nous en saurons plus.

En attendant, nous mettons en place une cagnotte en ligne pour participer aux frais d'obsèques et

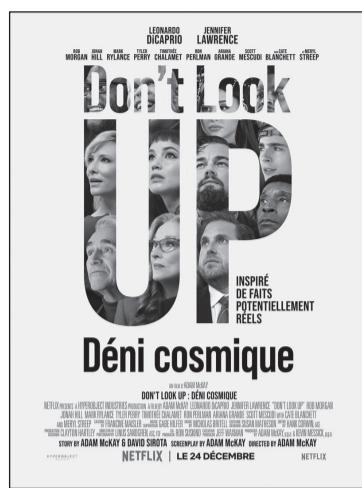
aider sa famille dans ce moment douloureux¹.

Nos pensées sont tournées aujourd'hui vers sa famille et ses proches, et nous reviendrons plus longuement la semaine prochaine,

dans nos colonnes, sur le parcours d'Helena, en publiant divers textes et témoignages venus de celles et ceux qui l'ont accompagnée.

Le Nouveau Parti anticapitaliste

1 – <https://www.cotizup.com/pourhelena>

Film

Don't Look Up: impuissants face au désastre climatique

Film étatsunien d'Adam McKay, Netflix, 2h25 min, sorti le 24 décembre 2021.

La sortie de la comédie satirique d'Adam McKay, *Don't look up: Déni cosmique*, a généré un vif débat qui oppose deux camps: ceux et celles qui l'ont adorée et ceux et celles qui manifestent un regard plus critique et détaché. Si tout se discute, nous rejetons par contre la position exprimée par le réalisateur sur les réseaux sociaux pour qui les personnes n'ayant pas apprécié l'œuvre seraient insensibles à la crise climatique. Tout en traitant d'une façon originale le thème du climat, le film n'est pas simple à digérer car il place le spectateur dans une position d'impuissance et d'inertie qui se heurte à l'accélération technologique et sociale¹.

Et si nous avions 6 mois et 14 jours pour sauver le monde ?
Superproduction Netflix dotée d'un budget de 75 millions de dollars, ce cadeau empoisonné est sorti sur la plateforme le 24 décembre 2021. Son intérêt principal réside dans sa capacité à mettre en scène, d'une façon caricaturale, l'inaction et l'indifférence des puissants face à l'urgence du réchauffement climatique. Pour véhiculer son message de dénonciation, le réalisateur, inspiré par un tweet du journaliste David Sirota ayant co-écrit le film, choisit la métaphore de la comète, un danger imminent qui s'apprête à détruire la planète et à mettre fin à notre espèce. Contrairement à celui dont on a disposé à partir des premières

alertes lancées par les scientifiques et les mouvements sociaux depuis un demi-siècle, le temps du récit est très court: six mois et 14 jours. Un astrophysicien et sa doctorante (interprétés par un talentueux Leonardo DiCaprio et l'actrice Jennifer Lawrence) en font la découverte et essaient d'alerter le monde politique et les médias. Ils se retrouvent toutefois engloutis par la spirale de l'infotainment et de la politique-spectacle, et doivent composer avec le pouvoir des mastodontes de la high-tech qui, comme les Gafam, orientent les décisions des États. Les coups de gueule des deux scientifiques dans les médias ne serviront à rien car leur monde se dirige progressivement et inexorablement vers l'apocalypse.

Une critique sévère de la politique américaine et des médias

Cible principale du réalisateur, la société étatsunienne devient le symbole du déclin politique et culturel de notre temps. Les médias audiovisuels (la vedette de la télé est interprétée par Cate Blanchett) produisent du pur divertissement pour endormir les masses et empêcher l'émergence de l'esprit critique. Le rire et la légèreté remplacent la vérité de la réalité en produisant un discours consensuel et optimiste qui évacue toute aspiration et tout conflit. La critique des médias s'élargit également à la presse où la recherche de l'audience et la logique de l'économie du clic se substituent au véritable travail d'enquête journalistique. Le potentiel des nouvelles est donc mesuré à partir des phénomènes de buzz et de circulation sur les réseaux sociaux. La mise en cause la plus puissante concerne toutefois la sphère politique. Absorbée par les affaires et

totalement centrée autour de la construction de sa communication politique, la présidente, interprétée par Meryl Streep, ne semble pas être très concernée par le problème de la comète. Une fois les données confirmées par la communauté académique, elle se voit tout de même obligée à agir. Elle profite alors de la situation pour construire une campagne qui rappelle le « Make America Great Again » de Donald Trump.

La main destructrice du marché

Le lancement spatial d'un héros suprémaciste pour sauver la patrie est bloqué suite aux recherches effectuées par l'entreprise de Peter Isherwellpar, une sorte d'hybride entre Jeff Bezos et Steve Jobs dans lequel la philosophie new age se mêle aux principes du marché libéral. C'est alors ce prophète technoutopiste, ayant été également le plus gros donateur de la campagne présidentielle, qui se retrouve à diriger un deuxième programme de sauvetage contournant les processus de la science et prétendant extraire de la comète des précieux minéraux nécessaires à la fabrication des produits technologiques. Le plan est fatallement destiné à échouer, montrant la nature destructrice et mortifère du capital et l'incapacité des puissants de la terre à répondre aux crises et aux désastres produits par ce mode de production.

Bien qu'elle ne soit pas abordée d'une façon explicite (et c'est dommage), le film montre la centralité de la dimension politique et l'absence d'une véritable neutralité et linéarité dans le progrès technologique et scientifique. L'un comme l'autre s'inscrivent dans les rapports de forces de la société capitaliste.

« Il ne nous reste plus qu'à pleurer »

Dans son pessimisme fataliste, le film ne fait pas réellement rire et, tout en soulevant le débat, il n'encourage pas l'émergence d'un véritable activisme environnemental et anticapitaliste. Il transmet, peut-être sans vraiment le vouloir, un sentiment d'impuissance et d'immobilisme face à la catastrophe. Il semble en effet plus facile d'envisager la fin du monde que de prévoir un changement social radical.

Dans le scénario, la grande absente est la société ainsi que ses forces de résistance organisée. Il n'y a que des individus qui agissent de façon solitaire en générant des likes. Le mécontentement s'exprime uniquement à travers les formes de représentation viables dans « la société du spectacle ». La résistance devient donc elle-même un spectacle qui perd tout contact avec son référentiel: les deux mouvements Look Up et Don't Look Up, médiatisés par les technologies, sont incarnés par des stars censées inspirer une foule peu imaginative et toujours placée dans une posture passive.

Le mécontentement social s'exprime alors sous la forme de l'émeute et du pillage, il renvoie à une modalité d'action irrationnelle se propagant dans l'espace de la ville sans générer des sujets politiques organisés et capables de modifier le cours des événements.

Cela contribue à frustrer les spectateurs, catapultés dans un univers qui est trop loin de la dystopie pour générer la critique et trop proche de la réalité pour en construire une satire efficace.

Hélène Marra

1- Hartmut Rosa, *Accélération, Une critique sociale du temps*, La Découverte, 2011.

Cinéma

The Card Counter, de Paul Schrader

Film étatsunien, 1h52, sorti le 29 décembre 2021.



Un homme qui se fait appeler William Tell, vêtu de gris, cherchant à être le plus discret possible, sillonne les casinos des États-Unis. C'est un joueur professionnel auquel son passé a permis d'acquérir une grande maîtrise des cartes et un visage impassible mais il ne cherche pas à maximiser ses gains: il veut juste en vivre. Quand il regagne, seul, le soir, sa chambre dans un motel anonyme, il se livre à un étrange rituel, éliminant toute décoration et enveloppant soigneusement le mobilier de tissu blanc.

Les fantômes d'Abou Ghraib

Peu à peu le passé de Tell se découvre: il a fait plusieurs années de prison suite à sa participation aux tortures, viols et sévices divers infligés aux détenus de la prison d'Abou Ghraib en Irak. Il fait partie des quelques simples soldats condamnés car ils étaient présents sur les photos et vidéos (dont certaines sont montrées dans le film) que les tortionnaires se sont amusés à prendre et dont une partie ont ensuite fuité. Au cours de son périple, il rencontre un jeune, Cyrk, qui veut tuer un officier qui supervisait les tortures, n'a pas été inquiété et est même devenu un consultant demandé sur les techniques d'interrogatoire. Cyrk veut persuader Tell de l'aider dans son projet.

Tell sait évidemment que ce sont des subordonnés comme lui (ou le père de Cyrk) qui ont payé et que les gradés et politiciens qui les avaient poussés à torturer s'en sont tiré, mais cela ne retire rien à la culpabilité qu'il éprouve et traîne en permanence. Au-delà de la prison, qu'il considère avoir méritée, il veut continuer à se punir pour ce qu'il a fait et n'a rien à venger. Cyrk va amener Tell à dévier de sa route...

Un film qui ne laisse pas indifférent

Outre son thème central, la dénonciation d'Abou Ghraib, Schrader pointe la réalité du monde des jeux où les casinos sont les seuls gagnants permanents et où les joueurs à succès sont en fait employés par des écuyers dont les sponsors empochent la moitié des gains. L'essentiel du film se déroule en intérieur dans des salles de jeux et des hôtels, où traînent des personnages dont le plus sinistre est un « Mr. USA » avec son maillot décoré d'un drapeau US et dont chaque succès est célébré par des spectateurs scandant fièrement « USA, USA, USA ».

Paul Schrader a participé ou mis en scène des films de qualités diverses (parmi les meilleurs, il a été le scénariste de *Taxi Driver* et a mis en scène *Blue Collar*). *The Card Counter*, avec ses rebondissements et ses magnifiques interprètes (notamment Oscar Isaac dans le rôle de Tell) ne laisse pas indifférent. Barack Obama a classé *The Card Counter* parmi les dix films qu'il a préférés en 2021; Obama avait d'abord promis la transparence et condamné l'usage de la torture mais, en fait, en tant que président, il a bloqué la publication de centaines de photos prises à Abou Ghraib et accepté que la CIA censure un rapport sur ses méthodes. Malgré ses qualités, le film de Schrader ne serait-il en définitive qu'une caution de la bonne conscience américaine? Ce serait une interprétation hasardeuse mais chacun appréciera.

Henri Wilno

Bande dessinée

Report du 49^e Festival international d'Angoulême

Amateurs de BD grand public, romans graphiques ou manga, il faudra vous y faire, mais le Festival international de la bande dessinée d'Angoulême, initialement prévu du 27 au 30 janvier 2022, est reporté à «une période plus propice à son déroulement».

La nouvelle date envisagée pourrait se situer à la période de fin mars/début avril. En 2021, le scénario avait été strictement identique et le festival n'avait finalement pas eu lieu du tout, et c'est une très mauvaise nouvelle pour les centaines de milliers d'amateurEs, pour les créateurEs, la production indépendante et la profession en général.

Une profession de plus en plus fragilisée

La décision s'imposait vu l'évolution fulgurante de la pandémie au cours de ces dernières semaines et l'annonce gouvernementale du lundi 27 décembre instaurant des jauges inacceptables pour un festival qui draine des centaines de milliers de visiteurs sur trois jours. À cette contrainte s'ajoutait, une nouvelle fois, d'autres contingences liées aux différentEs acteurEs et publics participant au festival, notamment internationaux.



le festival lui-même. La ministre de la Culture et de la Communication, Roselyne Bachelot, a promis de compenser ces pertes. En partie ou totalement? Pouvez-vous nous faire confiance?

Maigre consolation, les expositions en gare se déploient

Comme l'année passée, sur le modèle de ce qui se fait à Angoulême, la plupart des grandes gares de France (une trentaine au total) auront droit à des expositions BD en janvier. Expositions emblématiques pour commencer, en raison de leur appartenance au patrimoine de la BD revisité par des auteurs contemporains (les mythiques Corto Maltese, Goldorak ou le Marsupilami) ou par le regard porté sur des sujets historiques (la Résistance au féminin) ou des enjeux sociétaux. D'autres expositions feront place à l'actualité comme les récits dédiés aux plus jeunes tels que « Bergères

guerrières », odyssée d'une jeune héroïne, et « Lettres perdues », une aventure qui réunit monde des humains et monde des animaux, ou « Un jour dans la nuit », dont l'action se déroule sur fond d'une pandémie semblable à celle dans laquelle nous vivons aujourd'hui¹. D'autres expositions suivront en janvier, qui mettront plus particulièrement en avant les 83 livres composant les sélections officielles de la 49^e édition du festival, ce qui devrait permettre de refléter la richesse et la diversité des styles graphiques et narratifs qu'offre aujourd'hui la bande dessinée.

Voilà de quoi patienter en sachant que tous ces albums sont disponibles en librairie, et peut-être dans les infâmes « Points Relais » de nos gares. À vérifier quand même.

Sylvain Chardon

1- Voir la liste de l'ensemble des expositions dans les gares sur: <https://actualitte.com/article/103976/auteurs/hors-les-murs-meler-le-plaisir-du-voyage-ferroviaire-a-celui-de-la-lecture>

EMMA, AUTRICE : « Philippe Poutou a besoin de 500 signatures de maires, et on a besoin de vous »

Un message d'Emma, autrice, entre autres, d''Un autre regard sur le climat, de la Charge émotionnelle et autres trucs invisibles ou de Des princes pas si charmants'*.*

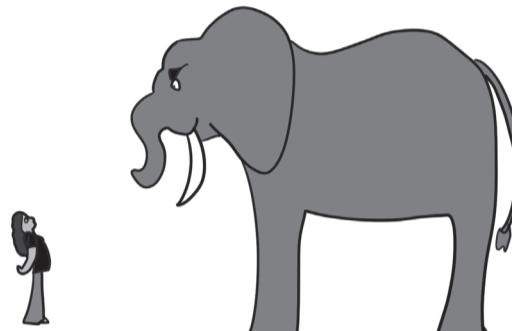
J e suis Emma, autrice féministe et anticapitaliste. Dans mon travail, j'ai toujours défendu notre capacité à nous auto-déterminer, à prendre nous-mêmes en main notre société et à prendre en charge les décisions qui concernent notre quotidien. Et c'est aussi ce que défend la candidature de Philippe Poutou, c'est-à-dire qu'il n'est pas là pour dire « Moi en tant que président je ferai tout ce qu'il faut pour vous sauver et pour améliorer votre quotidien ». Ce qu'il dit, c'est qu'en fait il est là pour nous donner du courage pour prendre confiance en notre capacité à prendre en main notre société. Et c'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut qu'il soit là, dans la campagne électorale, pour porter ce discours.

« On a vraiment besoin d'un candidat qui fasse autre chose »

Ce qu'on a, en général, dans les campagnes électorales, c'est des candidats politiciens de métier, ce qui est même le cas de Mélenchon, qui vont être là, très formés, pour porter un discours, pour dire un peu ce que tout le monde veut entendre, pour nous faire croire que notre seule action se résume au bulletin de vote, et qu'après on doit laisser tout notre pouvoir

Alors se battre contre les gros partis, c'est sûr que c'est pas facile.

Mais si vous connaissez des maires, ou si vous êtes maire d'une petite commune sans parti, pensez à Philippe :)



entre les mains de cette personne qui est supposée tenir toutes ses promesses. Et on sait maintenant, on a un peu d'expérience en la matière, on sait que ce n'est pas du tout comme ça que ça se passe... Donc on a vraiment besoin d'un candidat qui fasse autre chose, d'un discours qui consiste à dire que notre action ne se résume pas à mettre un bulletin dans l'urne, mais à prendre en main notre quotidien, c'est-à-dire à s'engager sur le terrain, à comprendre qu'on est vraiment les mieux placés pour savoir ce dont on a besoin. Et donc qu'on ne peut pas attendre éternellement après des promesses creuses, et que donc notre rôle est de nous investir au quotidien pour nous défendre et pour faire

en sorte qu'on arrive à construire une société plus juste.

« Aucune candidature ne permettra de mettre en œuvre les décisions radicales dont on a besoin »

Aujourd'hui, on est dans un contexte de plus en plus inquiétant au niveau du fonctionnement de la société. D'un point de vue féministe déjà, on est en train de revenir en arrière sur pas mal de choses : il y a l'avortement qui est menacé dans plusieurs pays d'Europe, et on voit aussi qu'il y a un retour en arrière sur l'égalité à la maison, c'est-à-dire au niveau de la répartition des tâches. Il y a plusieurs études récentes qui ont ainsi montré qu'on est en train de

« ré-agrandir » l'écart qu'on avait réussi à diminuer, la pandémie y étant aussi pour quelque chose... Et dans cette campagne électorale il y a plusieurs candidatures d'extrême droite qui sont de très mauvais augure concernant les droits des femmes, que ce soit sur la question de l'avortement ou de l'accès à un travail rémunéré.

Et puis il y a aussi la question de l'environnement. Là, le contexte, c'est qu'on n'a plus que huit ans pour inverser la courbe et espérer échapper à un cataclysme. Et aucune candidature ne permettra ça, ne permettra de mettre en œuvre les décisions radicales dont on a besoin aujourd'hui.

« On a besoin de vous pour avoir ces signatures »

Alors ce dont on a besoin c'est de dire stop nous-mêmes, de nous investir nous-mêmes sur le terrain, de prendre les choses en main, et c'est ce que la candidature de Philippe Poutou nous aidera à faire, en diffusant cette parole dans les médias, en essayant de faire que ces idées touchent les personnes qui ne l'ont pas encore été. Aujourd'hui on a vraiment besoin de quelqu'un, dans cette campagne électorale, qui tienne tête aux autres candidats, politiciens de métier, et qui les mette devant leurs responsabilités et face à leurs contradictions. Et, pour ça, Philippe Poutou a besoin de 500 signatures de maires qui lui permettront d'être présent dans la campagne électorale : du coup si vous êtes maire ou si vous connaissez un maire, on a besoin de vous pour avoir ces signatures et pour permettre que cette voix soit portée.

1 – Les livres d'Emma sont publiés chez Massot éditions. Voir aussi son site : <https://emmaclt.com/>

Vu ailleurs

TRUMP LE FRAUDEUR. La procureure de l'État de New York, qui enquête sur une possible fraude fiscale de la Trump Organization, veut entendre l'ancien président Donald Trump et ses enfants Ivanka et Donald Junior, a-t-on appris lundi [3 janvier] de source judiciaire.

Selon un document de la cour suprême de l'État de New York, signé par la procureure Letitia James, l'ex-président et deux de ses enfants sont cités à comparaître comme témoins dans le cadre de l'enquête de grande envergure lancée en mars 2019 sur une possible fraude fiscale au sein du groupe familial Trump Organization.

« La procureure générale James souhaite que Donald Trump, Donald Trump Jr. et Ivanka Trump fassent une déposition sous serment », a indiqué un porte-parole du bureau de la procureure.

Il a assuré que « malgré de nombreuses tentatives de la Trump Organization de retarder notre enquête [...] nos questions trouveront des réponses et la vérité sera mise au jour car personne n'est au-dessus des lois ». [...]

Le 20 décembre, l'ancien président républicain avait porté plainte contre la procureure de New York, une élue du parti démocrate, pour tenter de bloquer son enquête, l'accusant de motivations politiques.

Dans un communiqué lundi, des avocats de la famille Trump ont accusé Mme James d'agir comme « une menace contre notre démocratie » notamment en « violant les droits constitutionnels fondamentaux ».

La procureure de l'État de New York soupçonne depuis près de trois ans la Trump Organization d'avoir frauduleusement surestimé la valeur de certaines propriétés lorsqu'elle demandait des prêts à des banques et d'avoir sous-estimé ces mêmes propriétés auprès du fisc afin de payer moins d'impôts.

Eric Trump, un autre fils du milliardaire républicain et vice-président de la Trump Organization, a été entendu par la procureure en octobre 2020.

Le groupe familial est également visé par une enquête du procureur fédéral de Manhattan sur des soupçons de délits financiers et de fraudes aux assurances. [...]

AFP, « La procureure de New York veut entendre Trump et ses enfants dans une affaire de fraude fiscale », 3 janvier 2022.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS
D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenu et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + Mensuel offert		3 mois 12 €	

ÉTRANGER

Joindez la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@nspac.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
-------	---	---	---

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
-------	---	---	---

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date :

Signature obligatoire

www.npac2009.org

.....

L'image de la semaine

